

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, NOTAMMENT SUR L'ASSASSINAT D'UN POLICIER FRANÇAIS PAR L'ETA, À DAMMARIE-LES-LYS LE 18 MARS 2010.

18 MARCH 2010 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs,

Je viens de m'entretenir longuement avec la famille de Jean-Serge NERIN, valeureux fonctionnaire de police assassiné par des terroristes de l'organisation « ETA ».

Ses obsèques auront lieu mardi en présence du Premier ministre espagnol et bien sûr aux côtés du ministre de l'Intérieur, Brice HORTEFEUX. Je prononcerai l'éloge de ce fonctionnaire de police courageux, devant sa dépouille, avant qu'il ne retourne reposer en paix dans sa Guyane natale.

Je voudrais faire quelques brefs commentaires.

Le premier commentaire c'est que ceux qui ont assassiné Jean-Serge NERIN seront retrouvés et seront châtiés avec la plus grande sévérité.

L'un des membres de cette bande de tueurs est actuellement sous les verrous. Nous avons des éléments assez précis qui nous permettrons tôt ou tard de retrouver ses complices. Que les choses soient très claires. La France ne se laissera pas intimider par les terroristes espagnols. L'Espagne est une démocratie. Nous sommes aux côtés de la démocratie espagnole et nous combattons les terroristes. L'Espagne a payé un tribut extrêmement lourd. Des centaines d'innocentes victimes assassinées par l'ETA. C'est la première fois qu'un fonctionnaire de police français est assassiné par ces gens. Que l'ETA sache bien que la mobilisation des forces de police et de gendarmerie de la République française contre cette organisation terroriste sera totale et sans merci. Que nul ne puisse imaginer que le territoire de la République française pourrait être une base arrière pour des terroristes et des assassins qui tuent, comme l'ETA a démontré sa capacité à le faire depuis des décennies.

J'ai parlé avec le Roi d'Espagne hier, avec le Président du gouvernement espagnol et le premier message, c'est la solidarité de la démocratie française avec la démocratie espagnole.

La deuxième remarque : dans ce même département, le 27 décembre dernier, un fonctionnaire de police était assassiné par deux voyous qui l'ont écrasé contre un mur alors qu'ils avaient été surpris en train de cambrioler. Il y a huit jours, j'ai vu à l'hôpital, un fonctionnaire de police du commissariat de Tarascon grièvement blessé par des criminels, n'avaient pas hésité à rouler sur sa tête avec leur voiture pour s'échapper.

Ce matin, un supporter d'une équipe de football, est décédé à l'hôpital de Clichy après avoir été roué de coups, Cette violence est inacceptable.

Nous allons travailler avec la Garde des Sceaux pour que la peine réellement perpétuelle - je veux dire les 30 ans - puisse s'appliquer systématiquement pour ceux qui portent atteinte à la vie d'un agent en charge de l'autorité publique. Nous ne pouvons accepter aucune banalisation en la matière, aucune. Et avec le ministre de l'intérieur, nous veillerons d'ailleurs à faire à appliquer une politique de tolérance zéro face aux agressions de fonctionnaires. Si on accepte les insultes envers un fonctionnaire de police ou un militaire de la gendarmerie ou un fonctionnaire derrière un guichet, cela veut dire qu'on est prêt à accepter que la même personne soit frappée. Si et si on accepte que la même personne soit frappée cela signifie qu'on est prêt à accepter qu'elle soit blessée et ensuite assassinée. Donc, désormais, le ministre de l'Intérieur portera plainte systématiquement et j'ai demandé aux fonctionnaires de police qu'à la moindre insulte, au moindre manque de respect, des conséquences judiciaires soient engagées. J'ajoute, après avoir redit toute ma confiance à Brice HORTEFEUX, que je le soutiendrai de toutes mes forces dans la mission qui est la sienne. La violence doit reculer dans notre pays et elle reculera. Je vous remercie.